



Section Droits et Libertés

Maubeuge, le 21 Février 2011

Le gouvernement a chargé l'Igas d'enquêter sur la situation économique des pharmacies qui «se dégrade rapidement», a affirmé hier la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France. En 2010, près de 220 officines ont fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation. Et les prévisions pour cette année ne sont pas encourageantes: 24% des pharmacies ont «un fort risque» de faillite, selon la société spécialisée Coface. (Photo E.L.D.)

Cette information montre à quel point notre structure est en danger

Comme vous avez pu le constater depuis la reprise de notre structure par le Groupe APREVA, les choses n'ont guère évolué, bien au contraire ! Depuis cette reprise nos œuvres semblent être orphelines, sans capitaine à la barre, la barque semble menée au petit bonheur la chance !

Nos dirigeants nous ignorent totalement, aucune rencontre directe avec le personnel, aucune information digne de ce nom depuis le 1er août 2010 !

Mais pourtant ils semblent très préoccupés par le fait qu'il y ait une représentation syndicale dans cette entreprise, puisque vous le savez, tous les mandats syndicaux ont été dénoncés et ce devant le Tribunal d'Instance de Maubeuge avec des demandes de dommages-intérêts,

Ces mêmes dirigeants ont également refusé que soit mis en place une UES soit une Unité Économique et Sociale qui aurait permis à tous les collaborateurs du Groupe APREVA de bénéficier des mêmes avantages que les autres sites,

POURQUOI TOUTES CES MANOEUVRES ? QUEL EST LE BUT ?

POURQUOI FAIRE DES DIFFERENCES ENTRE LES SITES ?

Nous avons dès le démantèlement de notre structure fait part de nos inquiétudes pour la SAS Pôle Santé Services, cette « petite » structure est en danger, et nous avons des craintes que cela finisse comme la MSAP dont on nous avait fait croire à un grand développement, quel avenir pour Pôle Santé Services ?

Quel développement pour notre pharmacie, pour notre centre dentaire ?

On aimerait faire taire les personnes qui vous ont toujours défendus, informés en les intimidant en les faisant convoquer au Tribunal d'Instance, Mais c'est mal nous connaître, plus nous sommes attaqués et plus nous résistons,

Responsable Section Syndicale CGT et sa section-Muriel LEROY